**ANNEXE 2. FORMULAIRE DE 1ER CONTACT**

|  |  |
| --- | --- |
| Guichet:  | Référent:  |
| DONNEES RELATIVES A l’USAGER |  |
| Nom et Prénom :  | Raison sociale (cas échéant) : |
| Situation professionnelle (demandeurs d’emploi, salarié,...): | Secteur d’activité: |
| Depuis quand l’usager est au chômage (en mois) : |  |
| Age :  |  |
| Adresse e-mail : | Téléphone: |
| Besoins exprimés :Informations géneralesInformations spécifiques (opportunités de financement, appel à projet...)Demande de rencontres spécifiques  | Notes -------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------- |
| Date : |  |
| Comment ont-ils entendu parler du projet O.P.E.R.A ?:  |  |
| Au regard du besoin exprimé par l’usager, quelle solution est préconisée par le référent (prise en charge de l’usager en interne, orientation vers un partenaire associé,..) ? Expliciter  |  |

**INFORMATION A L’USAGER**

**Obligations en matière de protection des données personnelles[[1]](#footnote-1)**

La création et le traitement de données personnelles (nom, adresse, numéro de téléphone, photo, adresse IP notamment) sont soumis à des obligations destinées à protéger la vie privée et les libertés individuelles.

**Textes reglementaires**

Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel

Ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 sur la protection des données personnelles et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978

Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles : art.8 (certaines catégories de données : origine/opinion) ; art. 16 (catégorie particulière de traitement : santé)

Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 - Informatique et libertés

Loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique : cles 48 (entrée en vigueur des dispositions relatives à la portabilité des données) et 65 (sanctions prononcées par la Cnil)

Décret n° 2018-687 du 1er août 2018 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Code de la consommation : articles L224-42-1 à L224-42-4 : Récupération et portabilité des données

Code pénal : articles 226-16 à 226-24 : Atteintes aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques

Décret n°2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi de 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Délibération n° 2018-326 du 11 octobre 2018 sur les lignes directrices des analyses d'impact sur la protection des données (AIPD)

Délibération n°2018-327 du 11 octobre 2018 sur les types d'opérations de traitement avec analyse d'impact sur la protection des données

Le traitement des données à caractère personnel se réalisera conformément aux finalités indiquées ci-dessous, par la collecte uniquement des informations nécessaires à la bonne conduite du projet, utilisées que par le personnel autorisé.

Plus précisément, et à titre d'exemple, les données personnelles seront traitées à des fins uniquement de soutien à l'entrepreneuriat et à l’insertion professionnelle, par le biais des activités prévues dans le cadre du projet O.P.E.R.A. L’ADEC s'engage à informer l’usager de tout changement dans les objectifs susmentionnés avant de poursuivre tout éventuel traitement de données autre et ultérieur.

**Traitement des données personnelles**

La transmission de données est obligatoire pour la réalisation des activités prévues dans le cadre du projet O.P.E.R.A ; par conséquent, tout refus de transmission, en tout ou en partie des données, pourrait entraver la bonne conduite du projet pour l’Agence de Développement Economique de la Corse.

Les données seront traitées sur format papier et sur support informatique adapté en vue de garantir la sécurité et la confidentialité des données, ainsi que pour empêcher l'accès non autorisé aux données.

Les données personnelles seront conservées pendant la durée nécessaire à l’atteinte des objectifs indiqués.

L’usager peut à tout moment exercer ses droits prévus dans le cadre du RGPD, en particulier, le droit de demander la confirmation de l'existence du traitement des données, l'accès aux données à caractère personnel, la portabilité des données, la correction et la suppression des données, la limitation du traitement, ainsi que le droit de s'opposer au traitement et porter plainte.

 Accepte N’accepte pas

La collecte, le traitement et la réutilisation de mes données personnelles par l’ADEC, telles que transmises dans le cadre du projet O.P.E.R.A et conformément à la règlementation en vigueur ».

Lieu et date Signature

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Retrait du consentement au traitement des données:
Conformément à l'art. 7 alinéa 3 RGPD vous pouvez révoquer votre consentement au traitement des données personnelles par écrit. Dès lors, la révocation éventuelle pourrait rendre impossible la bonne exécution de la relation contractuelle.

1. https://www.service-public.fr/ [↑](#footnote-ref-1)